

2 Politique

Crise au sein la Justice/Au lendemain de la nomination d'un nouveau ministre à la Et maintenant ?

Christian G. KOUIGA

Libreville/Gabon

DEPUIS mardi dernier, à la faveur d'un remaniement du gouvernement, le ministère de la Justice a changé de personnalité à sa tête. Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, alors ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des Infrastructures, des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire, est devenu le nouveau Garde des Sceaux. Il succède ainsi à Me Francis Nkéa Ndzigue, dont les magistrats avaient exigé le départ, une condition sine qua non à la levée de leur "grève générale illimitée" déclenchée le 13 décembre 2017. Un différend en moins. Si tant est que, sur ce point, qui avait surnoisement les allures d'un nœud gordien, le gouvernement a finalement opté pour un jugement de... Salomon. Les



Photo : Mombou

Edgard Anicet Mboumbou Miyakou. Le nouveau ministre de la Justice sera jugé au pied du mur...

magistrats ont obtenu ce qu'ils voulaient. Et Me Nkea, lui, est resté au gouvernement et n'a rien perdu de son grade de ministre d'Etat. Logiquement, la grève du Syndicat national des magistrats du Gabon (Synamag) n'a plus lieu d'être. Le préalable ayant été satisfait. Sûr que lors de son assemblée générale (annoncée pour ce jour), le Synamag va revoir sa position. Histoire de répartir sur de nouvelles

bases. Vu ainsi, il serait aussi judiciaire, pour les greffiers, qui ont renoué avec leur grève générale illimitée, mardi dernier, de revenir également, un tant soit peu, pour quoi pas, sur leur décision. C'est une éventualité. Mais dont le mérite sera de permettre à la nouvelle autorité de tutelle de poursuivre, se-reinement les pourparlers sur les points de revendication restés en suspens.



Photo : SNN

... par les magistrats et les greffiers sur sa capacité à traiter leurs cas respectifs.

En effet, même si les questions financières liées à la Prime d'incitation à la performance (PIP) et à l'effectivité du décret 0404 portant bonification de la masse in-diciaire des magistrats hors hiérarchie ont pu être actées – sans éluder les toges déjà livrées partiellement et la mise à disposition de l'immeuble de Batterie IV pour accueillir la Cour administrative et le Tribunal administratif de Libreville – il

n'en demeure pas moins que d'autres revendications, diverses et variées, des magistrats et des greffiers restent encore pendantes. Dès lors, pour avoir été échaudés par le sortant, il serait quand même à l'honneur des ces deux syndicats, ne serait-ce que pour faciliter la bonne reprise des discussions, de doucher les ardeurs actuelles. Nées de leur récente passade. Reste que dans cette op-

tique, le propre des négociations étant de parvenir à des compromis, il reviendra aux différentes parties de jouer franc-jeu. Dans ce souci, nul doute que le promu saura, en cultivant la conciliation, apaiser les tensions au sein de ces deux entités du corps judiciaire. Le nouveau Garde des Sceaux a également là une occasion pour mettre en exergue toute l'expérience acquise dans ses précédentes fonctions. Aussi bien à l'Assemblée nationale ou il a siégé pour le compte du Parti démocratique gabonais (PDG), qu'au gouvernement qu'il a intégré en janvier 2017, en qualité de ministre délégué auprès du ministre du Budget, chargé du Budget et du Financement des Pensions. Inspiré et ouvert, Edgard-Anicet Mboumbou est déjà préoccupé par une obligation de résultats, pour un retour définitif à la sérénité au sein à la justice gabonaise.

Coopération Gabon-Chine

Le ministre chinois de la Défense attendu à Libreville

J.K.M

Libreville/Gabon

À la tête d'une délégation de dix-huit personnes, le général Chang Wanquan devrait aborder, avec les plus hautes autorités gabonaises, les voies et moyens de renforcer la coopération militaire bilatérale entre les deux pays.

LE Conseiller d'Etat, ministre de la Défense de la République populaire de Chine, le

général Chang Wanquan, entame, dès aujourd'hui, une visite officielle dans notre pays. Son séjour en terre gabonaise fait suite à la visite qu'il avait effectuée, du 3 au 9 décembre 2017, son homologue gabonais, Étienne Massard Kabinda Makaga, en Chine. Dans la capitale gabonaise, le général Chang Wanquan, qu'accompagne une délégation de dix-huit personnes comprenant cinq généraux, aura des entretiens avec les plus hautes autorités gabonaises. Notamment le

chef de l'Etat, chef suprême des Forces de défense et de sécurité, Ali Bongo Ondimba, et le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet. Étant entendu que, en marge de ses échanges, il aura un tête-à-tête avec Étienne Massard Kabinda Makaga. Tout porte à croire qu'au cours de ses différents entretiens, l'émissaire chinois devrait aborder avec ses interlocuteurs les questions liées, entre autres, au renforcement de la coopération bilatérale, dans les domaines

militaire, de la formation, de la santé et de la logistique. Des secteurs dans lesquels l'empire du Milieu apporte son expertise à notre pays en accueillant, chaque année, des stagiaires gabonais dans ses différentes académies militaires. Pour rappel, lors de son séjour en Chine, Étienne Massard Kabinda Makaga s'était rendu à Shanghai, où il avait visité la base navale de la marine nationale, l'École du service de santé militaire. À Pékin, à l'Université de la Dé-

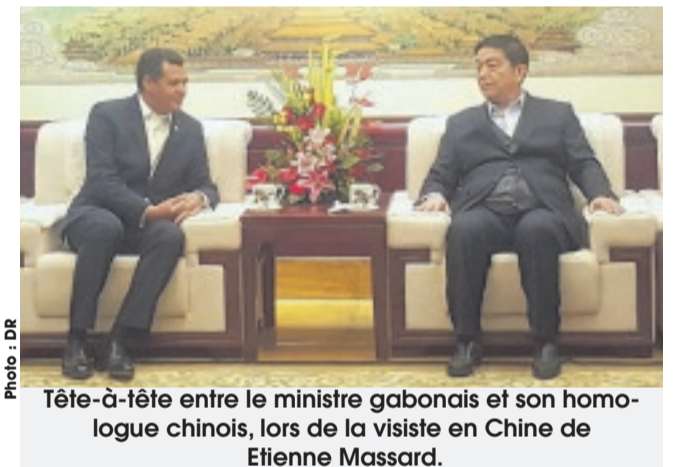


Photo : DR

Tête-à-tête entre le ministre gabonais et son homologue chinois, lors de la visite en Chine de Étienne Massard.

fense nationale, il avait animé, devant la promotion d'officiers 2017 et des spécialistes des problématiques

militaires, une conférence sur le thème : "La diversification des partenariats de défense : un enjeu pour l'Afrique".

UPG

La guéguerre continue

J.K.M

Libreville/Gabon

Avec l'apparition d'un courant dénommé les "Mamboundouistes", la sérénité est loin d'être de retour à l'Union du peuple gabonais (UPG).

LA naissance au sein de l'Union du peuple gabonais (UPG), samedi dernier, d'un courant dénommé les "Mamboundouistes", est tout sauf un hasard. Selon plusieurs observateurs, elle ne serait que l'illustration de la guéguerre que se livrent, depuis quelque temps, certains cadres pour le contrôle de leur parti créé le 14 juillet 1989, à Paris, par Pierre Mamboundou. Et dans ce combat fratricide, tous les arguments sont bons pour s'attirer la sympathie des militants et de l'opinion. Tous les coups sont permis pour asséner le punch fatal à l'adversaire. À ce jeu, les "Mamboundouistes", emmenés par Titus

Photo : Gilles Roméo Mouniémou/ L'Union



Le président de l'UPG, Mathieu Mboumba Nziengui.

Koumba Bissielou, ne sont guère tendres à l'égard du président de l'UPG, Mathieu Mboumba Nziengui, coupable à leurs yeux de faire preuve "d'un manque de vision politique, de népotisme, de violer allègrement les statuts et règlement du parti". Bref, d'avoir plongé "l'UPG dans une léthargie abyssale au point qu'elle n'est plus que l'ombre d'elle-même". De quoi semer un peu plus le trouble dans les esprits des militants, déjà désespérés

par le déclin de leur écurie politique sur le terrain. En réalité, avec la naissance des "Mamboundouistes", le front des adversaires de Mathieu Mboumba Nziengui à l'intérieur de l'UPG s'est élargi un peu plus. Car, depuis plusieurs mois, voire des années, ce dernier est en butte aux attaques au vitriol de Jean-Olivier Koumba Mboumba et ses partisans. Lesquels l'accusent, à tort ou à raison, de tous les maux. Et particulièrement d'être responsable du déclin



Photo : DR

Quelques "Mamboundouistes".

de l'UPG. L'adversité entre ces deux personnalités est telle que, on s'en souvient, le président de l'UPG avait démis l'ancien ministre délégué à la Communication de ses fonctions de secrétaire général de l'UPG. Et que ce dernier avait usé de toutes les voies de recours internes pour contester la légalité de cette éviction. Tant et si bien qu'au terme des travaux de la Commission d'éthique de l'UPG, il recouvrera ses anciennes responsabilités. Ce qui

avait été considéré, par le plus grand nombre de militants, comme étant un véritable camouflet pour Mathieu Mboumba Nziengui. D'aucuns avaient même estimé que ce dernier aurait dû en tirer toutes les conséquences qui s'imposaient. Quoiqu'il en soit, force est de constater que depuis sa prise de fonction, plusieurs observateurs s'accordent à reconnaître que Mathieu Mboumba Nziengui n'aura jamais réussi à s'imposer à l'ensemble de

ses troupes. Ou, tout du moins, à asseoir son autorité de chef légitime de l'UPG sur la totalité des cadres lui contestant la qualité d'héritier de Pierre Mamboundou. Un déficit de légitimité qui s'est traduit notamment par des batailles avec Jean de Dieu Moukagni Iwangou et Bruno Ben Moubamba. Deux personnalités qui, depuis lors, sont allées voir ailleurs en portant respectivement sur les fonts baptismaux l'Union et solidarité (US) et l'Alliance pour le changement et la restauration (ACR). C'est à se demander si Mathieu Mboumba Nziengui pourra réussir à ramener l'accalmie au sein de l'UPG. D'autant plus que les "Mamboundouistes" et Jean-Olivier Koumba Mboumba n'entendent nullement abandonner l'UPG entre ses mains. Et que l'exclusion systématique de ses pourfendeurs semble être, jusqu'à présent, son mode de résolution des conflits.